

La BBC et l'Occident doivent revoir leur copie sur le Rwanda

La célèbre BBC, ostensiblement intègre, a récemment prêté son prestige à la négation du génocide rwandais et à un groupe qui est accusé, de façon crédible, d'être engagé dans des attaques terroristes visant à déstabiliser le Rwanda de l'après-génocide. Il convient de corriger ce fiasco par une forte action de la BBC tout comme du Royaume-Uni et des autres gouvernements occidentaux. L'Occident doit mettre en lumière les violentes menaces extérieures qui touchent le Rwanda et s'y opposer, plutôt que de les faciliter et les tolérer.

De nombreux observateurs occidentaux croient, non sans passion, que la démocratie et les droits de l'Homme ne sont pas bien promus par la façon dont le Front Patriotique Rwandais (FPR) du Président Paul Kagame gouverne le Rwanda depuis la fin du génocide, estimant qu'une interprétation plus occidentale des normes internationales sur ces questions serait préférable.

Il est tout à fait légitime pour ces critiques de faire connaître leurs opinions, et quand ils le font avec rigueur et en s'appuyant sur des faits concrets, ça peut être bénéfique pour le Rwanda.

Cependant, il est tout à fait illégitime de chercher à discréditer M. Kagame et le FPR en travestissant l'histoire du génocide de 1994 contre les Tutsi, ou encore en dissimulant la vraie nature de « *groupes d'opposition* » rwandais, faussement présentés comme des acteurs positifs.

La BBC aura fait les deux, d'une manière qui est malheureusement typique dans le discours occidental sur le Rwanda, ainsi que dangereuse pour la paix, la démocratie et les droits de l'homme, au Rwanda comme dans la région.

« *Untold story* », le film diffusé par la BBC le premier octobre dernier renforce les restes impénitents, mais toujours actifs du *Hutu Power*, ce mouvement extrémiste rwandais qui a planifié et encadré le génocide de 1994 contre les Tutsi du Rwanda, recyclant pour l'occasion les principaux thèmes rebattus par la longue campagne négationniste du mouvement. Pour plus de détails, on lira la lettre de protestation adressée à la BBC à l'initiative de [Linda Melvern](#) et signée par 47 éminents observateurs (et dont je suis également signataire), ou encore les déclarations d'[Andrew Wallis](#), [Alain Gauthier](#), [Philippe Brewaeys](#), [James Smith](#) et [Francois Soudan](#).

À ce jour la BBC n'a toujours pas admis avoir fait une erreur.

Tout aussi grave, le film de la BBC renforce également le dernier allié du mouvement *Hutu Power*, le Congrès National du Rwanda (Rwanda National Congress, RNC). Il a donné à deux de ses dirigeants en exil, Kayumba Nyamwasa et Théogène Rudasingwa, une plate-forme accueillante pour faire avancer leur cause en les présentant comme de courageux dissidents épris de vérité.

Ce faisant, la BBC a décidé de passer sous silence une quantité considérable de preuves crédibles selon lesquelles le RNC viserait à s'emparer violemment du pouvoir en renversant le gouvernement rwandais, par divers moyens incluant la prise de civils pour cible lors d'attaques terroristes à la grenade ou encore des tentatives d'assassinat de dirigeants rwandais.

Un film qui relève donc plus de la désinformation que du reportage rigoureux et impartial.

Il exige une enquête interne à la BBC, tout comme l'examen du gouvernement britannique. Il devrait également alerter la communauté internationale qu'il est grandement temps d'enquêter et de prendre les mesures appropriées contre les groupes identifiés par le gouvernement rwandais comme soutenant ou s'engageant dans la subversion violente du pouvoir au Rwanda.

Des preuves, disponibles publiquement, au sujet du RNC sont présentées ci-dessous :

Le Rwanda National Congress a été créé en décembre 2010 à Washington DC par le général Kayumba Nyamwasa, Gérard Gahima, Théogène Rudasingwa, et le colonel Patrick Karegeya (l'enquête sur l'assassinat de ce dernier en Afrique du Sud, en janvier 2014, reste irrésolue). Ces quatre hommes étaient des chefs militaires et leaders politiques du FPR jusqu'à ce qu'ils fuient le Rwanda entre 2004 et 2010. À ce titre, ils ont joué des rôles importants dans la création de l'ordre post-génocidaire qu'ils veulent aujourd'hui renverser. Ils prétendent qu'ils ont fui le Rwanda pour échapper à la persécution suite à leur dissidence politique légitime. Il ne semble pas y avoir de preuve de ceci au-delà de leurs propres déclarations. Le gouvernement rwandais affirme depuis longtemps qu'ils ont fui pour éviter de répondre à des accusations de corruption. Ce qui est totalement passé sous silence dans le film de la BBC. Mais ce n'est là que son silence le moins frappant à propos du RNC.

QUATRE DÉCLARATIONS

Depuis 2010, les dirigeants du RNC ont publiquement déclaré la guerre contre Kagame et le gouvernement rwandais, en termes à peine voilés. Voici quatre de ces déclarations, telles qu'elles sont rapportées dans des médias non rwandais [[traduction de l'auteur]]:

Dans *L'Observateur* (Ouganda) du 2 août 2010, l'article « *Interview: Un colonel rwandais exilé appelle à la guerre contre Kagame* », cite les paroles suivantes de Karegeya:

« Un dictateur ne quitte jamais le pouvoir, ils sont chassés. Seuls les Rwandais peuvent se lever aujourd'hui et se battre pour leur liberté. Kagame aura son point de rupture et je pense que ce sera très bientôt. Personne ne viendra sauver les Rwandais de la dictature de Kagame et on n'a pas le temps de se croiser les bras. Ils devraient se lever et lui dire: "Écoute, nous sommes fatigués, vous devez partir." De toute évidence, certains vont perdre leur vie dans le processus, mais ceux qui mourront auront perdu la vie pour une juste cause, et je suis prêt à soutenir les Rwandais qui veulent combattre la dictature de Paul Kagame. »

The Guardian du 30 juillet 2012, l'article « *Un général rwandais exilé accuse Paul Kagame d'être un 'dictateur'* », rapporte les propos suivants de M. Nyamwasa :

« Nous espérons un soulèvement au Rwanda. Dans ce cas, il sera parti dans les trois mois. C'est un lâche; il s'enfuira. Ne soyez pas surpris si nous l'extrayons d'un tuyau comme les Libyens l'ont fait avec Mouammar Kadhafi ».

Du *New York Times*, le 2 janvier 2014, l'article « *La dépouille d'un ancien patron des services de renseignement rwandais retrouvée dans un Hôtel de Johannesburg* » cite Karegeya comme disant, en 2010 : « *Il ne peut y avoir de changement par l'élection, mais par des moyens violents.* »

Al-Jazeera, le 7 avril 2014, dans « *Q & R : l'histoire controversée du Rwanda* » rapporte que Nyamwasa a déclaré :

« Alors que nous commémorons (20) ans après le génocide, nous devons être être honnêtes et dire que nous n'avions pas de vraie justice et de démocratie à l'époque et (que) nous ne l'avons toujours pas. Tout comme nous nous sommes soulevés (contre) alors, le temps viendra où tous ceux que Kagame a contraints à l'exil se réuniront, retourneront au Rwanda et renverseront son gouvernement. L'Histoire se répétera. »

Ce sont des déclarations menaçantes. Leur teneur est renforcée par le contenu du manifeste du RNC, écrit à sa création, en 2010, et intitulé *Rwanda Briefing*. Les deux dirigeants du RNC interrogés longuement dans le film de la BBC sont deux de ses quatre auteurs.

Notons ici que bien que leur manifeste de 2010 soit violemment hostile à M. Kagame, il ne l'accuse aucunement d'avoir abattu l'avion du président rwandais Habyarimana en 1994, « *provoquant* » ainsi le génocide, comme ils le font dans le film de la BBC. M. Rudasingwa, qui a, en 2011, pour la première fois accusé Kagame d'être responsable de l'attentat, a été interrogé par le juge d'instruction français Marc Trévidic en 2012. La seule « *preuve* » que Rudasingwa a donnée au juge était sa propre affirmation que Kagame lui en avait revendiqué la responsabilité lors d'un tête-à-tête à la fin 1994 (voir *Jeune Afrique*).

Rudasingwa n'a pas expliqué pourquoi il a gardé le silence sur cet aveu présumé pendant 17 ans, dont sept passés hors du Rwanda. La BBC non plus n'a pas expliqué pourquoi son film ne mentionne pas l'enquête médico-légale effectuée par le juge Trévidic et qui pointe vers les génocidaires hutus rwandais la culpabilité de l'assassinat de M. Habyarimana.

RWANDA BRIEFING?

Rwanda Briefing présente une ridicule, mais sinistre caricature du gouvernement rwandais décrit comme un régime sanguinaire, violemment répressif, criminel, discriminatoire, corrompu, incapable de développer le pays et qui écrase une population désespérée et en souffrance. Il désigne Kagame comme le pire dictateur de l'histoire africaine. Il affirme à plusieurs reprises que le gouvernement de Kagame est le pire que le Rwanda n'ait jamais eu, c'est-à-dire, pire que les gouvernements racistes et proto-génocidaires de Kayibanda et Habyarimana, de 1962 à 1994, et même pire que le « *gouvernement intérimaire* » qui a accompli le génocide de 1994.

Rwanda Briefing soulève la question de savoir pourquoi ses auteurs ont servi le Front Patriotique Rwandais de Kagame aussi longtemps qu'ils l'ont fait. Mais plus important, le manifeste se garde à peine de déclarer explicitement que les maux supposés du gouvernement rwandais justifient amplement le recours à l'action violente contre ce dernier.

Les auteurs adoptent une approche plus subtile pour promouvoir le recours à la violence, peut-être pour protéger leur statut de réfugié en Afrique du Sud et aux États-Unis. Tout au long de leur manifeste, ils évoquent à plusieurs reprises une montée de la violence et même la possible reprise du génocide contre les Tutsi. Ces avertissements rappellent la propagande du *Hutu Power* à la veille du génocide de 1994 et peuvent facilement être interprétés comme des menaces.

Bien que rien, pas même l'absurde portrait négatif qu'ils dressent du gouvernement et de la société post-génocidaire rwandaise, ne puisse justifier un nouveau génocide, les auteurs en tiennent préventivement Kagame pour responsable, et non ses éventuels auteurs.

En voici un exemple :

« En fermant la possibilité de la participation politique et en rejetant les appels pour un règlement pacifique et négocié du conflit au Rwanda, le Président Kagame a créé des conditions qui rendent inévitable un conflit violent à l'avenir. En particulier, l'exclusion des Hutus d'un réel partage du pouvoir perpétue les perceptions de la victimisation, qui stimule à son tour la violence. Privés de la possibilité de participer à la politique sur un pied d'égalité, la communauté hutu en particulier, et les autres opposants au régime en général, peuvent, dans les années à venir, être amenés, pour se libérer de la dictature de Kagame et de la présumée domination tutsi, à recourir à la violence sectaire. Plus particulièrement, en refusant de faire des compromis pour ouvrir l'espace politique et en acceptant au moins le partage du pouvoir, le parti au pouvoir risque une fois de plus non seulement de perdre le pouvoir par la force, mais il expose aussi tous les Tutsis au risque de la violence, même la violence dans des proportions génocidaires, ce dans un futur indéterminé ». – *Rwanda Briefing*, p. 35
[[traduction de l'auteur]]

Avertir d'un nouveau génocide et en faire porter la responsabilité aux victimes est l'un des classiques de la propagande du *Hutu Power* depuis le génocide de 1994. De même que la solution proposée par Rwanda Briefing pour le Rwanda, soit la négociation « *inclusive et inconditionnelle* » avec des leaders hutu auto-désignés de l'opposition en exil (c'est-à-dire, les leaders du terroriste Front Démocratique pour la Libération du Rwanda ou FDLR, basé dans l'est du Congo, et qui est conduit par ce qui reste de l'armée qui a dirigé le génocide de 1994, et d'autres vétérans du génocide et leurs sympathisants) en vue de l'établissement d'une gouvernance par la majorité hutu avec des garanties non définies pour les droits de la minorité tutsi.

Rien n'indique que le peuple du Rwanda veulent suivre cette voie.

LA COALITION DU HUTU POWER

Après la publication de son manifeste, le RNC a conclu une alliance formelle et ouverte avec la plus importante coalition politique du *Hutu Power* en exil, appelée Forces Démocratiques Unifiées (FDU) et qui est principalement implantée en Europe occidentale, avec des branches en Amérique du Nord et en Afrique.

Le parti principal de la coalition FDU, le Rassemblement Républicain pour la Démocratie au Rwanda (RDR), a été créé au printemps 1995 dans l'est du Congo (alors Zaïre) par les chefs militaires fugitifs du génocide de 1994, pour remplacer le « *gouvernement intérimaire* » qui venait d'effectuer le génocide.

Plusieurs des dirigeants fondateurs du RDR ont depuis été reconnus coupables de génocide par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, et plusieurs de ses dirigeants actuels sont fichés par Interpol sur la base d'accusations relatives au génocide rwandais.

Les experts de l'ONU ont documenté les liens de soutien entre les FDU et les FDLR.

Victoire Ingabire, à la fois présidente du FDU et du RDR, a été reconnue coupable par un tribunal rwandais des accusations de négation du génocide ainsi que de subversion liés à ses liens avec les FDLR et à ses plans pour créer son propre groupe armé.

L'idéologie et les objectifs du FDU, tout comme ceux des FDLR, démontre une loyauté continue envers la coalition *Hutu Power* qui a perpétré le génocide de 1994. L'alliance du RNC avec le FDU démontre, d'elle même, une totale absence de scrupules.

Mais il y a plus.

Le RNC est désigné, principalement dans les médias rwandais et africains, mais également dans plusieurs rapports de l'ONU sur le Congo, comme ayant ses propres liens avec les FDLR et des groupes armés alliés au Congo. Ces liens, tels qu'ils sont rapportés, comprennent des rencontres avec les dirigeants des FDLR dans l'est du Congo, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, et, comme le documentent les experts de l'ONU, un important volume de communications téléphoniques entre le RNC et les FDLR, ainsi que la fourniture d'argent et d'équipements de communication à une faction FDLR par un partenaire de la coalition RNC, le général Emmanuel Habyarimana, résidant en Suisse.

Enfin, le gouvernement rwandais a, depuis 2010, identifié le RNC parmi les principaux organisateurs, avec les FDLR, des récurrentes attaques à la grenade ayant eu lieu dans différentes régions du Rwanda et qui ont tué et mutilé des dizaines de civils rwandais, ainsi que de deux complots d'assassinat récentes visant les actuels dirigeants rwandais.

Dans une interview à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, le 27 janvier 2014, Kagame tenait ces propos sur les dirigeants du RNC:

« Ce sont eux qui se sont déclarés ennemis de l'État (...) pour eux, le seul moyen de parvenir à leurs fins, c'est la violence armée. Et ils sont passés à l'acte en commanditant des campagnes de terreur, des jets de grenades dans des lieux publics ici au Rwanda, qui ont fait des morts et des dizaines de blessés (...) Nous disposons de tout un faisceau d'informations crédibles et concordantes émanant de nos services de renseignements, de gens issus de l'opposition et qui nous ont rejoints, ainsi que des procès-verbaux d'interrogatoires de ceux que nous avons arrêtés et déférés à la justice (...) Nous savons, et les services de renseignements occidentaux ou de certains pays africains ne l'ignorent pas – même si, curieusement, ils ne font rien face à cela –, que dans ces

milieux revanchards il est également question de plans d'élimination physique de dirigeants rwandais. »

Les autorités rwandaises ont rendu publiques une partie de ces informations, y compris les noms et les témoignages de trois anciens officiers des FDLR qui ont fait défection pour le Rwanda et qui ont désigné le RNC comme étant à l'initiative d'actions armées menées contre le Rwanda (Col. Amri Bizimana, le major Damascène Rugamba, et le lieutenant-colonel Abraham Sam Bisengimana), ainsi que d'une autre personne, arrêtée comme infiltrée et qui a plaidé coupable des accusations de terrorisme (colonel Ndererimana Norbert, alias Gaheza, le bénéficiaire de l'appui du général Habyarimana évoqué ci-dessus).

COMLOTS D'ASSASSINAT CONTRE PAUL KAGAME

En Octobre dernier, dans un procès public, un ancien garde du corps de Kagame, le lieutenant Joel Mutabazi, a été reconnu coupable et condamné par un tribunal militaire rwandais à la prison à vie pour les charges de terrorisme, de meurtre relatives aux attaques mortelles à la grenade et de complot en vue de l'assassinat de Paul Kagame.

Le tribunal – tout comme ce qu'en rapporte la presse rwandaise et ougandaise sur la base du témoignage de M. Mutabazi, de ses complices et de plusieurs « *sources bien informées* » – livre des détails sur le rôle du RNC dans l'impulsion et le financement de ces activités terroristes.

Le procès en cours de Kizito Mihigo (qui a plaidé coupable) et de trois de ses complices pour complot visant à commettre des attentats terroristes et des assassinats de dirigeants rwandais apporte également des preuves sur la participation du RNC.

Signalons ici que les dirigeants RNC insistent pour dire qu'ils ne coopèrent pas avec les FDLR et qu'ils n'ont rien à voir avec les attaques

terroristes contre le Rwanda; selon eux c'est le gouvernement rwandais lui-même qui aurait mené des attaques à la grenade contre son propre peuple.

Compte tenu des preuves évoquées ci-dessus, il n'y a rien d'in vraisemblable dans les accusations du gouvernement rwandais à l'encontre du RNC.

Toutefois, les autorités rwandaises n'ont pas encore fait état de leur connaissance du rôle du RNC dans un document public complet, détaillé, transparent et vérifiable qui pourrait être suffisamment concluant pour surmonter l'indifférence occidentale (jusqu'à présent aucun gouvernement occidental ni aucun groupe de défense des droits de l'Homme n'ont exprimé de préoccupation à ce sujet).

Il y a plusieurs explications possibles à cela. Le moins probable, c'est que les autorités rwandaises n'ont pas suffisamment de preuves solides pour soutenir un tel document. Il y a plusieurs explications plus plausibles : la pénurie de ressources humaines avec les habilitations de sécurité appropriées pour une telle tâche ; la réticence à compromettre les sources et les méthodes utilisées pour découvrir et contrecarrer les activités RNC en cours ; ou encore une mentalité « *forteresse* » qui amène les décideurs rwandais à estimer que ces détails sordides ne sont pas l'affaire d'un monde extérieur hostile.

Le Rwanda gagnerait à faire davantage valoir ses arguments. Mais les informations aujourd'hui disponibles publiquement sur le RNC sont d'ores et déjà largement suffisantes pour justifier que les états occidentaux s'en préoccupent, enquêtent et agissent.

Le film de la BBC est totalement silencieux sur l'ensemble de ce qui précède.

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE DEVRAIT ENQUÊTER SUR LA BBC

Le public a besoin de savoir pourquoi la BBC a donné une plateforme complaisante à la fois à la négation du génocide rwandais et à un groupe de terroristes présumés. La BBC a besoin de faire amende honorable, et de fournir un compte rendu transparent sur l'origine du film et sur la façon dont ce projet a été adopté sans réserve par la BBC. Le gouvernement britannique lui-même devrait examiner et prendre position sur l'action de la BBC.

Ce fiasco journalistique de la BBC devrait également servir de réveil pour les gouvernements en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest et en Afrique qui prétendent soutenir la paix, la stabilité, la prospérité et la démocratie au Rwanda et dans sa région. Tant sur le plan moral qu'en terme de politique étrangère, ils se doivent d'enquêter et de prendre les mesures appropriées contre les groupes de Rwandais de l'étranger qui sont accusés de soutenir activement ou de lancer des actes terroristes pour renverser le gouvernement rwandais par la violence.

Les FDLR et plusieurs de ses dirigeants sont sous sanctions de l'ONU. Mais jusqu'ici, seule l'Allemagne a mis les dirigeants des FDLR en procès et criminalisé l'adhésion au FDLR. Aucun gouvernement en dehors du Rwanda n'a indiqué qu'il enquêtait sur le FDU et le RNC, et encore moins qu'il préparait des mesures contre ces derniers.

Ce sont de petits groupes d'émigrés qui fonctionnent à la fois ouvertement et de façon souterraine. Certains de leurs dirigeants et de leurs supporters sont des présumés génocidaires en fuite qui devraient être extradés vers le Rwanda pour un procès. À en juger par leurs sites Web, ils sont largement composés de caciques ambitieux au passé

sulfureux, en compétition constante pour des rôles de leadership, déchirés par la méfiance mutuelle et des dissensions internes récurrentes, et dépourvus de toute honnêteté dans leur vision du et pour le Rwanda. Ils semblent être unis surtout par leur haine de l'actuel gouvernement rwandais et par l'espoir que le chaos qu'engendrerait son renversement ouvrirait la voie à l'impunité, la vengeance, le pouvoir personnel, et, sans doute pour certains, la reprise de l'abattage des Tutsi rwandais. Ils n'existeraient probablement pas aujourd'hui sans le soutien dont ils ont bénéficié de la part de leurs alliés de fait occidentaux.

Il serait évidemment plus avisé et plus éthique de contrer maintenant la menace que représentent ces groupes plutôt que de tenter de faire, demain, face aux conséquences des succès qu'ils espèrent pouvoir réaliser. En attendant, les perspectives d'une telle action occidentale semblent minces.

LES EFFORTS VISANT À DÉ-LÉGITIMER LE RWANDA

En Occident, ceux qui critiquent le Rwanda se plaignent souvent que les gouvernements occidentaux ont un jugement biaisé en faveur du Rwanda post-génocidaire et du gouvernement de Kagame parce qu'ils se sentent coupables de ne pas avoir arrêté le génocide en 1994.

Il semblerait au contraire que la culpabilité ait l'effet inverse. « *Ils nous en veulent pour ce qu'ils nous ont fait* » est une conviction souvent partagée par les victimes de l'injustice et de la persécution.

Et en effet, depuis son échec à prévenir ou arrêter le génocide - et malgré sa reconnaissance du génocide et, suivant, de sa propre faillite, et malgré l'aide financière considérable qu'il alloue au Rwanda - l'establishment occidental a été soit indifférent ou soit complice des efforts continus de l'opposition extérieure rwandaise dans sa tentative

de délégitimation et de renversement du pouvoir rwandais de l'après-génocide.

Ça a commencé dès le lendemain du génocide, lorsque l'Occident a aidé les génocidaires à se regrouper, à se réarmer et à prendre racine dans des « *camps de réfugiés* » dans l'est du Congo ; a fourni plus d'aide à ces camps qu'au Rwanda dévasté tout entier ; et a laissé faire quand les génocidaires ont commencé à attaquer le Rwanda.

Ça a continué en 2003 et 2010, lorsque l'Occident pressait le Rwanda de permettre à des partis politiques liés au génocide de concourir aux élections rwandaises.

Ça continue aujourd'hui. L'Occident en est toujours à tergiverser sur ses engagements répétés pour éradiquer les FDLR dans l'est de la République Démocratique du Congo. Cette lenteur contraste avec la rapidité des états occidentaux à engager la MONUSCO (la force de maintien de la paix des Nations Unies au Congo) dans la guerre, en 2012, en soutien de la détermination du gouvernement congolais – détermination qui a exprimé et renforcé un degré visible de racisme contre les Tutsi congolais – d'éliminer le seul des groupes armés de l'est du Congo, le M23, qui constituait une barrière contre les infiltrations des FDLR au Rwanda.

Les gouvernements occidentaux ont délégué des parties importantes de la politique occidentale envers le Rwanda et sa région à la France, qui a la main sur les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Congo et le Rwanda ainsi que le contrôle de longue date sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Congo et plusieurs postes clés au sein de la MONUSCO.

C'est extrêmement irresponsable et honteux, étant donné que le gouvernement français refuse toujours de faire face à sa propre complicité dans le génocide de 1994 (l'actuel chef de maintien de la paix

de l'ONU, Hervé Ladsous, a par ailleurs joué un rôle dans cette complicité).

Le gouvernement américain pour sa part semble avoir remis des éléments clés de l'élaboration de sa politique envers le Rwanda à Human Rights Watch, en dépit de la mauvaise foi et de la perversité croissantes de la plaidoirie de cette ONG sur les questions rwandaises au cours de la dernière décennie (voir mon livre, *Rwanda, la trahison de Human Rights Watch*, Izuba, 2014).

Plus généralement, la désinformation du mouvement *Hutu Power* continue de polluer le discours occidental, longtemps après qu'il aurait dû être enterré. Nous entendons encore que Kagame a abattu l'avion de Habyarimana et donc « *provoqué* » le génocide de 1994, que le FPR est moralement équivalent ou même pire que le régime génocidaire qu'il a défait, que le FPR a commis un génocide contre les Hutu, que Victoire Ingabire est un « *chef de l'opposition* » légitime qui a été injustement poursuivi, que le Rwanda a des visées expansionnistes sur le territoire congolais, que les avancées dans le domaine du développement au Rwanda sont une imposture creuse ou discriminatoire contre les Hutu, ou encore que le Rwanda est un « *volcan sur le point d'éclater* ».

Ce sont devenus des mensonges '*zombie*', apparemment imperméables aux faits et à la raison.

Dès le début, la négation du génocide contre les Tutsi rwandais a été un élément essentiel des efforts visant à dé-légitimer Kagame et le FPR. Avec son récent « *documentaire* », la BBC a, de fait, rejoint cette campagne.

On peut se reconforter à l'idée que l'action de la BBC puisse être considérée, de façon certes optimiste, comme une exception embarrassante entachant la probité occidentale sur la question du

génocide de 1994. Cette probité est exprimée chaque année, en avril, lorsque les dirigeants occidentaux commémorent le génocide des Tutsi. Elle s'est également exprimée au Conseil de sécurité des Nations Unies, en avril 2014, lors du vote à l'unanimité d'une résolution réaffirmant la vérité historique sur le génocide et sur ses victimes. Cette résolution condamne toute forme de négationnisme du génocide, exhorte à la fin de l'impunité pour les génocidaires en fuite à travers le monde et reconnaît le caractère génocidaire des FDLR, dans l'est du Congo, soulignant l'importance de leur neutralisation rapide.

On peut également se reconforter d'avoir vu s'exprimer des protestations contre la BBC d'un certain nombre d'observateurs occidentaux, tel qu'ils se sont manifestés dans la lettre collective et les déclarations individuelles citées ci-dessus.

Mais, dans l'ensemble, l'establishment occidental semble laisser passer l'action de la BBC. L'ambassadeur américain à Kigali a défendu le droit de la BBC de diffuser son film, en invoquant la liberté d'expression. Les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux, les parlements, les groupes de défense des droits de l'Homme et de résolution de conflits, les institutions qui s'opposent au négationnisme, les églises et les organisations religieuses, des médias prestigieux, et beaucoup, dans le monde universitaire, ont gardé le silence sur l'iniquité du contenu du film de la BBC.

L'Occident est également silencieux sur la menace que font peser sur le Rwanda les FDLR, le FDU et le RNC, sur le soutien donné à ces groupes par le Congo, l'Afrique du Sud et la Tanzanie, et la persécution des personnes identifiées comme étant des Tutsi au Congo et en Tanzanie.

Et l'Occident est tout aussi silencieux (sauf pour une cohorte déterminée d'intellectuels français) sur le refus persistant du gouvernement français pour faire face à sa complicité dans le génocide

– en 1994 et par la suite – ou de mettre fin à son apparente sympathie pour les FDLR et le havre de paix qu’il donne à de nombreux fuytifs notoires du génocide rwandais.

Ce silence est éloquent.

AU LIEU DU RWANDA-BASHING

Il serait assez facile pour la BBC et pour les gouvernements occidentaux (sauf, hélas, pour la France) de s’opposer plutôt que de tolérer la menace que font peser sur la sécurité du Rwanda les FDU, RNC et FDLR.

Le seul véritable obstacle à cela réside dans la mentalité occidentale actuelle, qui semble être plus réceptive au dénigrement du Rwanda qu’à la solidarité avec les préoccupations de sécurité rwandaises. Le discours occidental sur le Rwanda contient une forte dose d’insensibilité, d’arrogance, d’hypocrisie, et d’hostilité irrationnelle à l’égard d’un gouvernement africain efficace et populaire, et qui est déterminé à surmonter à la fois un héritage colonial toxique et un génocide encore récent.

Cette mentalité expliquerait le film de la BBC, comme l’échec de l’establishment à le condamner.

En l’absence d’un changement conséquent dans la façon dont les autorités occidentales parlent et agissent sur les problèmes rwandais, le Rwanda ne pourra que compter sur soi même pour faire face à la propagande hostile et aux menaces des groupes extrémistes d’émigrés rwandais. Les dirigeants rwandais disent qu’ils peuvent le faire, et leur confiance n’est pas injustifiée. Mais la désinformation est corrosive, et le terrorisme est une arme potentiellement dévastatrice.

Le Rwanda, encore plus que d'autres pays, ne devrait pas avoir à faire face à ces menaces seul.

Il est urgent d'amener l'establishment occidental à revoir sa copie sur ce pays.

Richard Johnson est l'auteur de *Rwanda, la trahison de Human Rights Watch*, aux éditions Izuba, en 2014.

Une version anglaise de ce texte a été publiée le 14 décembre 2014 par le [Christian Science Monitor](#).

LES LIENS PRÉSENTS DANS LE TEXTE

<http://www.lindamelvern.com/>

<http://www.opendemocracy.net/andrew-wallis/rwanda-untold-story-questions-for-bbc>

<http://www.collectifpartiescivilesrwanda.fr/rwandas-untold-story-lhistoire-du-rwanda-jamais-contee-vraiment/>

<http://www.youtube.com/watch?v=BpQspKGrCH8>

<http://blogs.spectator.co.uk/coffeehouse/2014/10/the-rwandan-genocide-story-that-the-bbc-didnt-tell/>

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA28072808p046-047.xml0/>

http://rwandainfo.com/documents/Rwanda_Briefing_August2010_nyamwasa-et-al.pdf

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130426173046/>

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2767p032.xml0/>

<http://www.izuba.info/edition/essais/rwanda-la-trahison-de-human-rights-watch/>

<http://www.csmonitor.com/World/Africa/Africa-Monitor/2014/1214/The-BBC-and-the-West-need-to-clean-up-their-act-on-Rwanda>